



Assemblée générale

Distr. générale
26 septembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session
Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

Note du Secrétariat

Ainsi qu'il est indiqué dans le premier rapport du Bureau (A/69/250), que l'Assemblée générale a examiné à sa 2^e séance plénière, le 19 septembre 2014, l'attention de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) est appelée sur les dispositions suivantes de la résolution 68/307 adoptée par l'Assemblée :

a) Le paragraphe 13 de la résolution, dans lequel l'Assemblée a invité les grandes commissions à :

- i) Coordonner dûment leurs travaux en évitant chevauchements et doubles emplois;
- ii) Élire chacune son bureau au moins trois mois avant le début de la session pour améliorer la coordination et faciliter le passage de relais;
- iii) Tirer parti de leurs intranets respectifs et autres services en ligne pour faciliter la bonne organisation et la ponctualité de leurs travaux;
- iv) Partager les expériences, les bonnes pratiques et enseignements tirés de l'application de leurs méthodes de travail;
- v) Améliorer encore l'échange d'informations sur leurs travaux et activités au sein de chacune d'entre elles (voir A/69/250, par. 10);

b) Le paragraphe 14 de la résolution, dans lequel l'Assemblée a engagé chacune des grandes commissions à continuer d'examiner ses méthodes de travail au début de chaque session, et invité à cet égard leurs présidents à informer le Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale, à la soixante-neuvième session, des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience, afin d'améliorer au besoin ces méthodes de travail (voir A/69/250, par. 11);

c) Les dispositions de la résolution concernant la disposition transitoire faisant l'objet de la décision 68/505 concernant la répartition des présidences des



grandes commissions pour les cinq sessions suivantes, soit de la soixante-neuvième à la soixante-treizième session, ainsi que sur les directives relatives à l'élection des présidents et rapporteurs des grandes commissions annexées à la résolution (voir A/69/250, par. 12);

d) Les dispositions de la résolution dans lesquelles l'Assemblée générale a demandé au Groupe de travail spécial de définir les modalités pratiques de l'élection des présidents et des rapporteurs des grandes commissions à long terme afin de mettre en place un mécanisme électoral prévisible, transparent et équitable, en consultation avec les groupes régionaux, et de lui soumettre ces modalités à sa soixante-douzième session au plus tard, et invité les États Membres à présenter des propositions à cet effet et à commencer sans tarder à s'employer à conclure de nouvelles dispositions qui entreraient en vigueur à sa soixante-quatorzième session, l'annexe à la résolution contenant une option à examiner dans ce contexte (voir A/69/250, par. 13);

e) Les paragraphes 18 et 19 de la résolution sur la nécessité de mieux coordonner l'organisation des réunions et des débats thématiques de haut niveau afin d'en optimiser le nombre et la répartition, et de tenir des réunions de haut niveau durant la première moitié de l'année, dans les limites des ressources existantes, compte tenu du calendrier des conférences (voir A/69/250, par. 20);

f) Le paragraphe 16 de la résolution, dans lequel l'Assemblée a réitéré son intention de continuer d'envisager, à sa soixante-neuvième session, en collaboration avec ses grandes commissions et en consultation avec les États Membres, la possibilité de n'examiner certaines questions que tous les deux ou trois ans et d'en regrouper ou d'en supprimer d'autres, notamment en prévoyant une clause d'extinction, avec le consentement explicite de l'État ou des États ayant demandé leur inscription à l'ordre du jour, et de faire des propositions à ce sujet, en tenant compte des recommandations pertinentes du Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée (voir A/69/250, par. 56).
